

Unité départementale du Finistère

QUIMPER, le **24 OCT. 2022**

2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

[www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEDE ENVIRONNEMENT**

Coat Ar Guéver  
29290 MILIZAC-GUIPRONVEL

Code AIOT : 0005516190

Références : ENV-D-22. 0432

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement SEDE ENVIRONNEMENT implanté à Coat Ar Guéver sur la commune de MILIZAC-GUIPRONVEL (29290). Il s'agit d'une inspection réactive décidée le matin même suite à l'annonce de départs de feux récurrents sur le site depuis plusieurs jours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 12 octobre 2022 vers 10h30, l'unité départementale du Finistère de la DREAL Bretagne est informée par un courriel du SIDPC de la préfecture d'un incendie en cours sur un site spécialisé dans le compostage (société Iroise Compost) sis au lieu-dit Al Lanning à MILIZAC. Après recherche et différentes investigations, il s'avère que le site concerné est en fait l'établissement exploité par SEDE Environnement au lieu-dit Coat ar Guever sur la commune de Milizac-Guipronvel, dont Iroise Compost est l'un des prestataires. Dans ce contexte, l'inspection se rend sur site le jour même après un contact avec le directeur de la société vers 12h, afin de le retrouver sur place.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEDE ENVIRONNEMENT
- Coat Ar Guéver 29290 MILIZAC-GUIPRONVEL
- Code AIOT : 0005516190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site exerce une activité de compostage de déchets verts. Il se compose d'une vaste plateforme imperméabilisée sur laquelle différents tas sont disposés, depuis les déchets verts broyés bruts jusqu'aux composts finis. Seul un petit local préfabriqué abritant un bureau et un sanitaire est présent en entrée de site.

L'inspection a consisté à constater in situ les conséquences de l'accident, le niveau d'encombrement du site et les équipements de défense contre l'incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 4.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle et suivi du procédé	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 3.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis montrent que :

- L'encombrement du site le jour de la visite n'est pas compatible avec une intervention rapide des services de secours,
- L'exploitant ne dispose pas sur site des extincteurs requis par la réglementation,
- L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des incidents en cours.

Par ailleurs, la récurrence des départs de feu entre le 7 et le 15 octobre montre que l'exploitant n'a pas déployé les moyens suffisants en terme de surveillance et de prévention du risque incendie et n'a pas été en mesure de tirer les enseignements du premier départ de feu.

Dans ces conditions, l'inspection propose de prescrire à l'exploitant un certain nombre de mesures conservatoires visant à limiter au maximum le risque de reprise de nouveaux départs de feux.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Accessibilité en cas de sinistre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation des tas
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Toutes les dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide des secours et leur accès aux zones d'entreposage des matières ou des déchets.
<b>Constats :</b> Les secours accèdent au site par le portail principal, unique entrée utilisable par des véhicules.  L'important encombrement du site, notamment le fait que certains tas étaient collés à la limite de plateforme sans espace périphérique laissé libre, n'est pas de nature à permettre un accès aisé aux stocks combustibles, pour les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

## N° 2 : Contrôle et suivi du procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi de la température
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document : <ul style="list-style-type: none"><li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,</li><li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II,</li><li>- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains,</li><li>- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation,</li><li>- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.</li></ul> Le document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de 10 ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande. Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.
<b>Constats :</b> Les stocks de déchets verts en cours de compostage et les produits finis sont gérés par lots, néanmoins la répartition des tas n'est pas strictement conforme aux plans d'entreposage présentés dans le dossier de porter à connaissance de janvier 2022. Les courbes de suivi de température sont jointes au rapport d'incident transmis par courriel du 20 octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment: <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé (...). A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'extérieur de l'installation (...)</li> </ul> L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau mentionnée au premier alinéa ci-dessus. (...)
<b>Constats :</b> Le site ne dispose à ce jour d'aucun appareil d'incendie d'un réseau public ou privé. A défaut, une réserve incendie (bâche souple) de 120 m <sup>3</sup> est en place à proximité de l'entrée du site. Une lagune de 500 m <sup>3</sup> , également présente sur le site, est aussi susceptible de pourvoir à des besoins en eau moyennant un équipement adapté non disponible sur le site.  Le site ne dispose pas d'extincteur.
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant s'assure que les dispositifs de raccordement de cette réserve sont bien compatibles avec les matériels que le SDIS mobilisera en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information de l'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées, des départs de feu survenus entre le vendredi 7 et le samedi 15 octobre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Susceptible de mise en demeure



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE ET DE MESURES CONSERVATOIRES,  
en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement,**

Installation de traitement de déchets non dangereux (broyage de déchets de bois et compostage  
de déchets verts) exploitée par SEDE Environnement au lieu-dit Coat ar Guéveur à MILIZAC-  
GUIPRONVEL

**LE PREFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 181-14, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-7, L. 512-8, R. 512-46-23, R. 512-54, L. 513-1, R. 513-1 et L. 514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 29-2021AI du 5 novembre 2021 autorisant la société GEVAL à exploiter un centre de tri/transit/regroupement et broyage de déchets de bois au lieu-dit "Coat ar Guéveur" à MILIZAC-GUIPRONVEL ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 01-2022AI du 14 janvier 2022 autorisant le changement d'exploitant du centre de tri/transit/regroupement et broyage de déchets de bois implanté au lieu-dit "Coat ar Guéveur" à MILIZAC-GUIPRONVEL au bénéfice de la société SEDE Environnement ;
- Vu** le porter à connaissance transmis au préfet du Finistère par la société SEDE Environnement le 17 janvier 2022, en vue de l'évolution de l'activité initialement autorisée vers une activité de compostage de déchets verts relevant du régime de la déclaration ;
- Vu** les constats réalisés sur site lors de l'inspection du 12 octobre 2022 ;
- Vu** le rapport d'incident transmis par SEDE Environnement par courriel du 20 octobre 2022 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du XXXX ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires, accompagné du rapport de l'inspection, transmis le XXXX à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** la réponse de l'exploitant transmise le.... ;
- OU**
- Vu** l'absence de réponse de la part de l'exploitant ;

**Considérant** que l'encombrement de l'espace n'est pas compatible avec une intervention rapide des pompiers en tous points des stocks de déchets entreposés sur le site ;

**Considérant** que l'exploitant ne dispose pas de moyen de défense autonomes ;

**Considérant** que les faits constatés constituent un manquement aux articles 3.8 et 4.2 de l'arrêté ministériel du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;

**Considérant** les multiples départs de feu survenus successivement au sein des tas de déchets verts en cours de compostage, entre le 7 et le 15 octobre 2022 ;

**Considérant** que ces départs de feu n'ont pas été signalés par l'exploitant à l'inspection des installations classées ;

**Considérant** que cette absence de déclaration constitue un manquement à l'article 4.6 de l'arrêté ministériel du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;

**Considérant** que la récurrence des départs de feu entre le 7 et le 15 octobre 2022 révèle que l'exploitant n'est pas en mesure de prévenir les risques d'incendie ;

**Considérant** que l'encombrement important des plateformes d'exploitation constitue un facteur aggravant de nature à retarder les interventions de l'exploitant et des services d'incendie et de secours en cas d'incendie ;

**Considérant** qu'une surveillance de proximité accrue est nécessaire pour permettre la détection au plus tôt d'émissions de fumées révélatrices d'échauffement anormal des tas de déchets en compostage ;

**Considérant** de ce fait qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société SEDE Environnement, exploitante de la plateforme de traitement de déchets non dangereux sise au lieu-dit Coat ar Gueveur à MILIZAC-GUIPRONVEL, de régulariser sa situation administrative ;

**Considérant** que l'article L. 171-7 dispose que : « [...] *L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure [...]* » ;

**Considérant** que dans l'attente de la régularisation de la situation administrative des installations susvisées et au regard de l'urgence à prévenir les risques de départ de feu, en l'absence, à ce stade, de garantie du respect des prescriptions applicables auxdites installations, il convient de prescrire des mesures conservatoires en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère :**

## **ARRÊTE :**

### **Article 1**

La société SEDE Environnement dont le siège social est situé 1 rue de la Fontainerie à Arras (62000), exploitante du site de traitement de déchets non dangereux situé au lieu-dit Coat ar Gueveur à MILIZAC-GUIPRONVEL, est mise demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 3.8 de l'arrêté du 12 juillet 2011 susvisé relatives à l'accessibilité sous 8 jours ;
- les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté du 12 juillet 2011 susvisé relatives aux moyens autonomes d'extinction sous 15 jours ;

à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2** – Mesures conservatoires

Dans l'attente de la régularisation, l'exploitant :

- suspend toute réception de nouveaux déchets ;
- met en place in situ une surveillance incendie permanente ;
- limite la zone d'exploitation dédiée à l'activité de compostage aux aires initialement réservées à cet effet et dont les caractéristiques figurent sur le plan de masse joint au dossier de porter à connaissance transmis au préfet du Finistère le 17 janvier 2022 ;
- limite à une hauteur maximale de 3 m les tas de matières fermentescibles ainsi qu'à une hauteur maximale de 5 m les tas de compost fini normé.

### **Article 3**

Les mesures prescrites à l'article 2 ne peuvent être levées qu'après transmission à l'inspection des installations classées des justificatifs des mises en conformité des conditions d'exploitation aux prescriptions mentionnées à l'article 1.

### **Article 4**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

### **Article 5**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 bis, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

### **Article 6**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site web : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 7**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 8**

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et le directeur de la société SEDE Environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le Préfet